

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 79

DECISION DU PRESIDENT
DU 10 AVRIL 2026

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-VINGT-SIX, LE DIX AVRIL 2026,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°18 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DU BIEN SIS 40 TER AVENUE PASTEUR POUR LES LOTS 2 ET 3 DU BATIMENT A A TREMBLAY-EN-FRANCE CADASTRE SECTION AR N°484

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal de Tremblay-en-France n°11-102 du 30 mai 2011 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°57 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune de Tremblay-en-France et l'EPT en date du 22 septembre 2022,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Gérard KAE LIN, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 31 mars 2026 en mairie du Tremblay-en-France sous le numéro 0930732600112, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la SCI ASAEL IMMOBILIERS représentée par monsieur Micaël GONCALVES de céder son bien situé à Tremblay-en-France, 40 ter avenue Pasteur, pour les Lots 2 et 3 du bâtiment A, cadastré à Tremblay-en-France, section AR n°484, occupé par des locataires, tel que décrit dans la DIA, moyennant le prix de DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (280 000 €).

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune de Tremblay-en-France.

Considérant que les biens objet de la déclaration d'intention d'aliéner sont situés sur un secteur à enjeu pour la commune de Tremblay-en-France, notamment au regard de son équilibre urbain et de son attractivité.

Considérant que leur maîtrise foncière apparaît nécessaire afin de permettre à la collectivité de conduire ses actions en matière de développement et d'organisation des fonctions urbaines sur ce secteur.

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 **De déléguer** à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Tremblay-en-France, 40 ter avenue Pasteur, cadastré, section AR n°484, pour les Lots 2 et 3 du bâtiment A, dans l'état d'occupation indiqué dans la DIA, numéro 0930732600112 susmentionnée ainsi que l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Madame la Maire de la commune de Tremblay-en-France,
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune de Tremblay-en-France les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Téléréfuge citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA
Apposé en préfecture
0930732600112-20260410-18-10-04-2026-AU
Session : 10/04/2026
Date de réception préfecture : 10/04/2026